

L'illusion social-démocrate

Ne nous trompons pas de période.

Ce sont de nouveaux rapports de travail qui sont en train d'émerger

« **U**N Bad-Godesberg rampant... » « Le PS choisit, sans le dire, la social-démocratie. » Innombrables ont été les commentaires du congrès de Toulouse autour de ces thèmes. Ce qui traduit un double contresens : sur le contenu de la social-démocratie et sur la nature de la mutation structurelle en cours.

Qu'a été la social-démocratie ? Si l'on va à l'essentiel, elle a été à la fois l'abandon d'un élément essentiel de la foi socialiste et un compromis constructif.

Au cœur de la grande espérance socialiste du XIX^e siècle, il y avait la croyance, la conviction que le capitalisme était la dernière société de classes et d'exploitation, que son effondrement déboucherait sur l'éclosion d'une société équitable et fraternelle, le socialisme, et, pour certains, que la révolution du prolétariat contre la bourgeoisie permettrait un rapide passage à cette société nouvelle.

Tous ces thèmes font l'objet de discussions intenses au sein du mouvement ouvrier, des syndicats, des partis qui leur sont liés, dès la fin du XIX^e siècle ; et ces débats prennent une nouvelle dimension avec la révolution bolchevique et la division du mouvement ouvrier qui s'ensuivra dans presque tous les pays. Dans ce cadre, le choix social-démocrate signifie l'abandon de la croyance d'un passage rapide (révolutionnaire ou non) du capitalisme au socialisme et la prise en charge du fait qu'il faudra longtemps encore compter avec le capitalisme : luttes, actions transformatrices, négociations, compromis...

Et là réside la deuxième composante de la social-démocratie : la mise en place progressive d'un compromis social négocié et assumé. Avec les syndicats reconnus comme partenaires, dans la négociation et la gestion du social bien sûr, mais aussi dans la planification et parfois jusque dans la gestion de l'entreprise. Avec les partis ouvriers reconnus et acceptés comme partis de gouvernement. Avec le renforcement progressif des droits des travailleurs, l'amélioration des conditions de vie et de travail, la réduction de la durée du

par MICHEL BEAUD (*)

travail, le relèvement du pouvoir d'achat.

Ce qui a été réalisé en Europe, principalement dans les années 60 et 70, dans le cadre du « compromis social-démocrate » allait bien au-delà de ce qui avait été engagé aux Etats-Unis, dans les années 20, dans le cadre du fordisme.

Et l'on sait bien qu'en France partis de gauche et syndicats de salariés se sont engagés très avant dans cette voie : quelques-uns en le niant, quelques-uns en le disant, la plupart à reculons, c'est-à-dire en continuant à faire référence aux grands espoirs du XIX^e siècle.

Irréalisme

C'est dire qu'il y a quelque irréalisme à s'interroger sur le fait que le PS se déciderait ou non à s'engager dans la voie de la social-démocratie : il s'y est, comme l'ensemble de la gauche française, déjà largement engagé. Mais ce qui tourne à l'absurde, c'est de se le demander à un moment où partout, dans la crise, le compromis social-démocrate est mis en question.

Il l'est à un premier degré : les économies d'Europe (mixtes de capitalisme et d'étatisme) vont-elles être en mesure d'honorer les engagements pris par le patronat, par les classes dirigeantes dans le cadre du compromis social-démocrate : pouvoir d'achat, protection sociale, droits, emploi et niveau de vie ?

Le patronat affirme que c'est impossible ; les syndicats que c'est essentiel. Et le nouveau compromis qui s'esquisse dans beaucoup de pays d'Europe semble être le suivant : sauvegarder tout ce qui peut l'être des acquis pour les salariés « en place », en laissant largement les générations montantes en proie

non seulement au chômage, mais encore à la précarisation, y compris dans sa forme institutionnelle de la déréglementation...

Mais il y a plus. S'interroger sur l'adoption ou non de la démarche social-démocrate, c'est franchement se tromper de période : se tromper de crise. Un peu comme les généraux français qu'on a souvent accusés d'être en retard d'une guerre. Le compromis social-démocrate a permis – et souvent au-delà – la satisfaction des principales revendications des classes ouvrières de la fin du dix-neuvième siècle. Il l'a été sur la base de la formidable croissance des capitalismes européens des années 50 et 60 – croissance dont il a, paradoxalement, été une composante essentielle ; et il est, dans la phase actuelle de la crise, largement ébranlé.

Or, dans cette crise, c'est le modèle même du capitalisme industriel du dix-neuvième et de la première moitié du vingtième siècle qui est en train de disparaître ; c'est un monde du travail dominé par la classe ouvrière, ce sont des formes de vie et de travail symbolisées par la sirène d'usine et la pointeuse qui sont en voie de disparition. Car ce sont de nouvelles technologies, de nouvelles activités, de nouvelles technicités, de nouvelles classes sociales, de nouvelles relations sociales et de nouveaux rapports au travail qui sont en train d'émerger.

Et si le PS a quelque chose à faire, ce n'est sûrement pas de s'interroger sur un ralliement à la social-démocratie : parce que ce ralliement, il l'a déjà fait, même si c'est d'une manière bancale, et parce que la social-démocratie, en France comme en Europe, a correspondu à une période qui s'achève. S'il y a quelque chose à faire, c'est de prendre conscience du degré auquel l'économie, la société, la vie changent sous nos yeux ; et de nous demander dans quelle mesure et sous quelle forme il est possible de faire en sorte que ces changements permettent des avancées en référence aux valeurs fondamentales de l'humanisme, de la démocratie et du socialisme.

(*) Auteur du *Socialisme à l'épreuve de l'histoire*, Seuil, nouvelle édition, 1985, de *l'Histoire du capitalisme*, Seuil, nouvelle édition, 1984, de *la Politique économique de la gauche*, Syros, tome I, *le Mirage de la croissance*, 1983, tome II, *le Grand Ecart*, 1985.